

Jean-Michel Blanquer sur tous les fronts

Privilège évident de nouveau ministre : c'est bien Jean-Michel Blanquer qui donne le tempo de cette rentrée. Mais entre fin juin et septembre, celui-ci est allé au-delà de cette évidence. D'abord par une présence médiatique impressionnante, au point qu'on ne compte plus ses interviews. Sur le plan de la communication, le ministre a montré une maîtrise constante de la forme, émettant tout au long de l'été une série de messages mêlant affirmations répétées de la « confiance » aux personnels, appels au pragmatisme et références conservatrices. Ces dernières, bien que toujours formulées en évitant la brutalité de ton, ont été particulièrement nombreuses et insistantes. Jean-Michel Blanquer a accumulé, en connaissance de cause, les « marqueurs » le situant d'un certain côté des débats sur l'éducation, qu'on pourrait qualifier de droite si les clivages politiques n'étaient pas brouillés sur l'éducation et si une partie de la gauche ne s'y retrouvait pas aussi, au moins sur certains points. Le ministre a ainsi entériné l'usage du vocable « pé-

dagogisme », utilisé de longue date pour déprécier les principaux mouvements ou personnalités se réclamant de la pédagogie, ainsi que les syndicats habituellement qualifiés de « réformistes » (SE-UNSA et SGEN-CFDT). Il s'en est pris également à « l'égalitarisme », cible habituelle des mises en cause du système éducatif par l'aile la plus dure de la droite, et au présumé défaut de chronologie en histoire. Dans la même veine, il a insisté sur les « fondamentaux » et relancé, par quelques phrases au détour d'une interview, les vieilles controverses sur l'enseignement de la lecture – « globale » contre « syllabique » – en dépit du réel consensus aujourd'hui établi sur cette question entre chercheurs de différentes disciplines et tendances. Ces signaux ont été très bien reçus à droite de la droite, où sa personnalité et son parcours lui valaient déjà une large approbation, et salués par le magazine *Valeurs actuelles* le présentant comme la « dernière chance » pour redresser l'éducation. Mais auparavant, il avait déjà fait la « une » de *L'Obs*, derrière le titre « Ecole, le grand ménage ». Jean-Michel Blanquer, qui s'est insurgé contre les « caricatures » le présentant comme un conservateur, n'a pas fait que s'exprimer. Il a aussi commencé à dé-

faire, depuis sa nomination, une bonne part des réformes réalisées par l'équipe ministérielle précédente : celle du collège, en « assouplissant » le cadre national de l'accompagnement personnalisé et des enseignements pratiques interdisciplinaires, et celle des rythmes scolaires. A ce sujet, il a annoncé dès le 18 juillet qu'un tiers des écoles primaires avaient choisi de revenir à la semaine de quatre jours, comme il en a donné la possibilité. En laissant cette responsabilité aux acteurs locaux, il a amorcé un mouvement que personne n'aurait imaginé de cette ampleur et à cette vitesse. Il s'est aussi engagé vers un renforcement du latin et a « rétabli » les classes bilingues, même si près des deux tiers subsistaient déjà. Au total, il reste un « mystère Blanquer » : certains familiers de la scène éducative se demandent, à l'instar du sociologue François Dubet, si le ministre, par ses prises de position, a voulu habilement endormir son aile droite pour avoir les mains libres, demeurant le pragmatique réformateur dont il veut donner l'image. D'autres sont désabusés et voient en lui un ministre qui aurait pu être celui de François Fillon si celui-ci avait gagné l'Élysée. Réponses dans les mois qui viennent.